

Gouvernement du Québec

## Décret 1118-2021, 11 août 2021

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction du ponton P-19711, anciennement désigné P-160224, sur la route 132, situé sur le territoire de la municipalité de Grand-Métis

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9), le ministre des Transports peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

QUE le ministre des Transports soit autorisé à acquérir, par expropriation, certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction du ponton P-19711, anciennement désigné P-160224, sur la route 132, situé sur le territoire de la municipalité de Grand-Métis, dans la circonscription électorale de Matane-Matapédia, selon le plan AA-6506-154-13-0899 (projet n<sup>o</sup> 154-13-0899) des archives du ministère des Transports.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75484

Gouvernement du Québec

## Décret 1119-2021, 11 août 2021

CONCERNANT le versement d'une subvention d'un montant maximal de 36 549 248 \$ au Réseau de transport métropolitain, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la réalisation des travaux d'amélioration dans le cadre du prolongement de la ligne Mascouche du réseau de trains de banlieue du Réseau de transport métropolitain

ATTENDU QUE, par le décret numéro 64-2020 du 29 janvier 2020, le ministre des Transports a été autorisé à verser une subvention d'un montant maximal de 30 700 000 \$ au Réseau de transport métropolitain, soit un montant maximal de 9 000 000 \$ au cours de l'exercice financier 2019-2020 et de 21 700 000 \$ au cours de l'exercice financier 2020-2021, pour la réalisation des travaux d'amélioration dans le cadre du prolongement de la ligne Mascouche du réseau de trains de banlieue du Réseau de transport métropolitain;

ATTENDU QU'aucune entente n'a été conclue entre le ministre des Transports et le Réseau de transport métropolitain et qu'aucun montant n'a été versé au cours des exercices financiers 2019-2020 et 2020-2021 en vertu de ce décret;

ATTENDU QUE les coûts des travaux ont été réévalués par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à 33 843 291 \$, que des dépenses additionnelles de 965 517 \$ ont dû être engagées par le Réseau de transport métropolitain, notamment pour des études d'ingénierie, le transfert de locomotives et d'équipements et des travaux aux gares affectées, et que le Réseau de transport métropolitain doit payer la taxe fédérale sur les produits et services en lien avec les coûts des travaux et les dépenses additionnelles engagées pour un montant de 1 740 440 \$;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur les Transports (chapitre T-12), le ministre des Transports peut accorder des subventions pour fins de transport;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Transports à verser une subvention d'un montant maximal de 36 549 248 \$ au Réseau de transport métropolitain, au

cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la réalisation des travaux d'amélioration dans le cadre du prolongement de la ligne Mascouche du réseau de trains de banlieue du Réseau de transport métropolitain;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités de versement de cette subvention seront prévues dans une convention à intervenir entre le ministre des Transports et le Réseau de transport métropolitain, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports et de la ministre déléguée aux Transports :

QUE le ministre des Transports soit autorisé à verser une subvention d'un montant maximal de 36 549 248 \$ au Réseau de transport métropolitain, au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la réalisation des travaux d'amélioration dans le cadre du prolongement de la ligne Mascouche du réseau de trains de banlieue du Réseau de transport métropolitain;

QUE les conditions et les modalités de versement de cette subvention soient prévues dans une convention à intervenir entre le ministre des Transports et le Réseau de transport métropolitain, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75485

Gouvernement du Québec

## **Décret 1120-2021, 11 août 2021**

CONCERNANT le versement d'une subvention de 11 000 000 \$ à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier 2021-2022, pour la mise en œuvre de mesures en matière de normes du travail

ATTENDU QUE la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail est une personne morale instituée en vertu de l'article 137 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1), la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail surveille la mise en œuvre et l'application des normes du travail;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère du Travail (chapitre M-32.2), le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale exerce ses fonctions notamment dans les domaines des relations du travail, des normes du travail et de la gestion des conditions de travail, de la santé et de la sécurité du travail;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à verser une subvention de 11 000 000 \$ à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier 2021-2022, pour la mise en œuvre et l'exécution des mesures en matière de normes du travail;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égale ou supérieure à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

QUE le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale soit autorisé à verser une subvention de 11 000 000 \$ à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier 2021-2022, pour la mise en œuvre et l'exécution de mesures en matière de normes du travail.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

75486

Gouvernement du Québec

## **Décret 1121-2021, 11 août 2021**

CONCERNANT le versement d'une subvention de 2 000 000 \$ à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier 2021-2022, pour la poursuite de ses activités de soutien, de surveillance et de son rôle décisionnel aux fins de l'application de la Loi sur l'équité salariale

ATTENDU QUE la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail est une personne morale instituée en vertu de l'article 137 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1);